

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Lundi 21 octobre 2013

Les jeunes ont raison

Les manifestations de lycéens à Paris comme dans bon nombre d'autres villes du pays ont fait sacrément du bien et assaini l'atmosphère !

Ils protestent contre l'expulsion de deux des leurs, lycéens de famille immigrée, Leonarda et Khatchik. En fait, ils s'insurgent contre toute cette politique xénophobe et anti-pauvres qui désigne des boucs émissaires. La jeunesse se montre donc solidaire. Elle vient de faire irruption sur la scène politique en combattant les préjugés que les Valls, Copé, Guéant ou Le Pen voudraient inculquer à la population.

Bravo les jeunes, bravo nos enfants ! Ils ouvrent une brèche salutaire contre ce gouvernement qui ne vaut pas mieux que l'ancien, et qui ne rêve que de faire plaisir au grand patronat tout en enfourchant la sale démagogie anti-immigrés de l'extrême-droite pour chercher à diviser les travailleurs.

Face aux manifestations des jeunes, le gouvernement a tenté de réagir par l'intox. La famille de Leonarda, nous répète-t-il, n'était pas venue directement du Kosovo mais était passée par l'Italie, comme si cela changeait quoi que ce soit au problème ! Et il faudrait appliquer strictement les lois sur l'immigration, ces lois aggravées sous Sarkozy. Comme si c'étaient les immigrés responsables du chômage et non les cadors riches du CAC 40. Eux qui dictent leur loi au gouvernement. .

L'intox n'ayant pas suffi à faire baisser la mobilisation, Hollande a fait mine de faire un geste : il a proposé à la jeune fille de revenir en France... sans sa famille. Alors même que le préfet avait justifié son expulsion « *pour qu'elle ne soit pas séparée de sa famille* » ! Plus faux-cul que ce gouvernement....

Les mensonges sur l'immigration.

« *On ne peut pas accueillir toute la misère du monde* » nous répète-t-on. Sauf que l'accueil de la misère du monde, le gouvernement français le laisse à d'autres petits pays démunis : pendant que la Jordanie ou le Liban accueille les masses de réfugiés syriens, l'Etat français prétend ne rien pouvoir faire pour 700 Syriens à Calais. Quant aux 17 000 Roms de France, un pays de 65 millions d'habitants n'aurait-il pas les moyens de leur faire une place acceptable, au lieu de les chasser de bidonville en bidonville ? On fait moins

de manières pour accueillir dans des résidences de luxe des milliardaires venus du monde entier...

On a aussi entendu que les sans-papiers profitaient des aides en France et plombaient l'économie. Au contraire ! Ce sont les patrons qui ont besoin d'eux et les surexploitent, entre autres dans le commerce, l'agro-alimentaire ou le BTP. Et les sans-papiers rapportent chaque année environ 2 milliards d'euros à l'Etat en impôts et cotisations à la Sécurité sociale et à la retraite. Sans rien en retour de la Sécu qui encaisse sans leur reconnaître d'existence, ni de l'Etat qui ne leur accorde aucun droit.

En réalité, le gouvernement veut détourner notre regard des vrais voleurs.

Pendant que Valls et ses pareils s'excitent sur l'immigration, les patrons sont libres de licencier et d'imposer leurs sales coups. On a pu ainsi voir la colère des salariés bretons lors de l'annonce des suppressions d'emplois dans les abattoirs ou à Alcatel Lucent. A l'imprimerie VG Goossens, les salariés refusent le plan social et menacent de faire sauter l'usine. Au Lutecia, le grand hôtel parisien, les employés sont en grève pour des raisons semblables.

Pour l'instant, ces luttes et protestations restent dispersées. Les lycéens, eux, n'ont pas hésité une seule journée pour se contacter d'un lycée à l'autre, d'une ville à l'autre, et coordonner leur mobilisation, pour défendre deux d'entre eux.

Cela devrait nous donner des idées.

On ne sera pas des collaborateurs !

Le S-MST de la direction est décidément une sale maladie qu'elle voudrait bien nous transmettre. Elle ordonne aux salariés de dénoncer leurs collègues pour non respect des consignes de sécurité édictées par elle-même en toute objectivité. Se tenir à la rampe, marcher sur les clous à l'intérieur des bâtiments et autres inepties. C'est le nouveau contrat social (NCS) réel danger grave et imminent pour les salariés de PSA qu'il faut dénoncer !

Triangle rouge : danger permanent

Mieux qu'un ravalement des cages d'escalier : des panneaux géants nous alertent désormais sur le risque permanent à circuler dans l'établissement.

Le SMST est décidément sur une autre planète, où des panneaux fleurissent en automne.

Une tenue image pour une belle « blouse »

Au G04 la direction veut imposer le port de la blouse pour ceux qui traversent l'atelier pour aller aux toilettes. Comme en métrologie ou aux méthodes on n'en porte pas, la direction qui a de la suite dans ses idées saugrenues a mis une unique blouse à disposition pour aller au petit coin. Le problème c'est lorsque l'on est deux à avoir une envie présente.

Service après vente : la magie des mots

La direction a manifestement besoin d'aide pour nous fourguer son nouveau Contrat Social. En plus de l'intranet, sa feuille A4, sa présentation en UEC, elle a aussi le soutien de syndicats pour le moins complaisants...

OBTENU, selon ce mot répété dans le tract, on devrait tout au syndicat de l'encadrement, y compris ce qu'on ne lui a même pas demandé, et que la direction impose. OBTENU, le fauteuil au conseil de surveillance... OBTENUE aussi, très probablement, et avant que la négociation ne commence, la signature pour brader nos droits.

PSA Rennes qui ferme : belle « contrepartie » !

Mercredi dernier, ils étaient près de 2 000 à débrayer sur le site de Rennes contre le PSE de la direction. À l'heure où des milliers de salariés du groupe se mobilisent contre l'accord « antisocial » de PSA, on voit bien que la politique de la direction c'est départ pour les uns et massacre des droits pour ceux qui restent.

PSA roule sur les salariés

Un ouvrier de PSA Poissy a été hospitalisé en fin de semaine dernière. Depuis le 18 septembre dernier, 7 militants du syndicat SUD de l'usine sont en grève de la faim pour dénoncer les discriminations dont ils sont victimes. Samedi 12, près d'une centaine de manifestants est venue les soutenir.

La direction prétend que les accusations des grévistes sont « injustifiées ». Pourtant, en mai dernier, elle a déjà été condamnée par la cour d'appel de Versailles à verser 70 000 € à l'ancien secrétaire SUD de Poissy, pour « discrimination syndicale » et « harcèlement moral ».

Dans la presse, une porte-parole de PSA déclare : « s'ils ne veulent pas reprendre le travail, ils peuvent aussi s'insérer dans le plan de départs volontaires du groupe ». Quel cynisme !

Ne nous trompons pas d'ennemi

La presse annonce une possible participation de plus d'un milliard d'euros du groupe DongFeng au capital de PSA et environ la même somme de l'État français.

Si PSA construit des usines en Chine, en partenariat avec DongFeng, c'est pour être plus près de ses clients. Ça n'empêchera pas PSA de vendre 1 million de véhicule en Europe. Et PSA n'a pas attendu la venue de DongFeng pour fermer l'usine d'Aulnay et imposer ses accords compétitivité. C'est un patron bien français, épaulé par un gouvernement tout aussi français, qui nous vire et nous surcharge. Et la prise de participation de l'État qui confine à l'opération de sauvetage n'y changera rien, bien au contraire, les restructurations sous prétexte de rentabilité se feront désormais sous l'égide du plus grand larbin du patron : l'État.

Nous, on continuera à préparer le combat quel que soit le patron : DongFeng, Peugeot, ou l'État.

Ne laisser quiconque parler en notre NON

Le nouveau contrat antisocial de la direction devrait être signé jeudi. Cela ne fait aucun doute qu'elle trouvera des syndicats signataires, même si des milliers de salariés ont exprimé leur refus de toutes les mesures de régression sociale prévues. Par des débrayages dans tous les sites chaque semaine depuis le mois de septembre.

Même si PSA trouve le 24 des larbins pour l'aider à mettre en application ses attaques, nous devons continuer : une signature au bas d'un chiffon de papier n'aura de la valeur que si nous nous inclinons. Nous avons la force du nombre, et c'est bien autre chose qu'une simple signature.

À vos agendas

Même si aucun d'entre nous ne roule sur l'or, vu la situation des salariés à l'heure actuelle, cela fait toujours plaisir de lire une *Étincelle* qui inlassablement dénonce les faits et les méfaits de la direction, et l'exploitation capitaliste en général.

Alors dans 15 jours lors de notre prochaine distribution, versez à la collecte pour aider à la parution du bulletin !